

927515787

**ROUER, BERNARD, BRETOUT**

Société Anonyme  
au capital de 150 000 €  
Siège social : 47, Rue de Chaillot 75116 PARIS  
RCS PARIS : B 414 202 341

*celle de*  
*Paris*

**PROCES-VERBAL  
DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE  
DU 30 SEPTEMBRE 2008**

**TRIBUNAL DE  
Commerce de Paris  
M R  
20 OCT. 2008**

**N° DE DÉPOT 93906**

L'an deux mille huit, le trente septembre à dix huit heures, les actionnaires se sont réunis au siège social en assemblée générale ordinaire et extraordinaire sur convocation du conseil d'administration.

Sont présents ou représentés :

- la Société GROUPE RBB SARL,  
représentée par Monsieur Thierry BRETOUT, propriétaire  
de ..... 4235 actions
- la Société GROUPE RBB Partners SARL,  
représentée par Madame Isabelle Defay, propriétaire  
de ..... 750 actions
- Monsieur Thierry BRETOUT, propriétaire  
de ..... 6 actions
- Monsieur Marc BAIJOT, propriétaire  
de ..... 1 action
- Monsieur Bernard PLANQUETTE, propriétaire  
de ..... 1 action
- Monsieur Pierre BOUILLON, propriétaire  
de ..... 1 action

Total des actions présentes ou représentées : 4994 actions sur les 5000 actions composant le capital social. Une feuille de présence a été dressée et signée par les actionnaires présents à l'entrée de la séance.

Monsieur Thierry BRETOUT préside la séance en qualité d'actionnaire détenant directement ou indirectement le plus d'actions.

Monsieur Bernard PLANQUETTE accepte d'exercer les fonctions de scrutateur.

Monsieur Jacques RABINEAU, commissaire aux comptes, s'est excusé.

Le Président met à disposition des actionnaires :

- les lettres de convocation,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- la feuille de présence,
- l'inventaire de l'actif et du passif de la Société arrêté au 31 mars 2008,
- les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) au 31 mars 2008,
- le rapport de gestion du conseil d'administration,
- le rapport général et le rapport spécial du commissaire aux comptes,
- le texte des projets de résolutions.

Le Président déclare que les documents et renseignements dont la loi prescrit la communication ont été adressés aux actionnaires ou tenus à leur disposition au siège social, depuis la convocation de l'assemblée, ainsi que la liste des actionnaires.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que la présente assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

**1. RELEVANT DES COMPETENCES DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE :**

- rapport de gestion du conseil d'administration,
- rapport général du commissaire aux comptes,
- rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées,
- approbation des conventions et des comptes annuels,
- quitus aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
- affectation du résultat,
- point sur les mandats de la Direction et du Commissariat aux comptes,
- pouvoirs.

**2. RELEVANT DES COMPETENCES DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE :**

- choix d'une dénomination sociale abrégée,
- mise à jour des statuts,
- pouvoirs.

Puis il donne lecture du rapport de gestion du conseil d'administration puis des rapports général et spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées.

La discussion est ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le président met aux voix les résolutions suivantes à l'ordre du jour :

**PREMIERE RESOLUTION :**

L'assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice social clos le 31 mars 2008, approuve tels qu'ils ont été présentés, les comptes de cet exercice se soldant par un bénéfice de € 453 040,06.

Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'assemblée générale donne en conséquence aux administrateurs et au commissaire aux comptes, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

***Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents et représentés.***

**DEUXIEME RESOLUTION :**

L'assemblée générale approuve individuellement chacune des conventions relevées au sein du rapport spécial du commissaire aux comptes au titre de l'exercice clos le 31 mars 2008 et entrant dans le champ d'application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

***Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents et représentés, chacun des actionnaires/ administrateurs s'abstenant à tour de rôle de participer au vote relatif aux conventions qui le concernent.***

**TROISIEME RESOLUTION :**

L'assemblée générale décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice s'élevant à € 453 040,06 :

• Réserve légale .....	€	0,00
• Dividendes (90 € par action soit) .....	€	450 000,00
• Solde au report à nouveau .....	€	3040,06
<b>Total .....</b>	<b>€.</b>	<b>453 040,06</b>

L'assemblée constate que les distributions de dividende suivantes ont été décidées au cours des trois derniers exercices :

<u>Exercice clos</u>	<u>Dividende global</u>	<u>Dividende par action</u>
31/03/2005	€ 167 000	€ 33,40

31/03/2006	€	230 000	€	46,00
31/03/2007	€	280 000	€	56,00

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents et représentés.*

**QUATRIEME RESOLUTION:**

L'assemblée générale constate qu'aucun des mandats des administrateurs et des commissaires aux comptes ne vient à échéance et qu'ils ont une durée couvrant les exercices futurs jusqu'au 31 mars 2012 inclus à savoir :

*.pour les 3 administrateurs*

- Monsieur Thierry BRETOUT,
- Monsieur Bernard PLANQUETTE,
- GROUPE RBB SARL, représentée par Monsieur Thierry BRETOUT.

*.pour les mandats des commissaires aux comptes titulaire et suppléant respectivement :*

- Monsieur Jacques RABINEAU,
- Le cabinet AGOREX SA.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents et représentés.*

**CINQUIEME RESOLUTION:**

L'assemblée générale sur proposition du Président décide d'adopter la dénomination sociale abrégée, ou sigle commercial, « **RBB** » dans toutes ses relations à l'égard des tiers et notamment des clients. Mention de cette dénomination abrégée qui sera reprise dans l'ensemble des documents du cabinet (en-tête, cartes de visite, messages internet, papiers de travail...) devra être faite au registre du commerce.

**L'Article 2** des statuts sera désormais libellé comme suit :

**« ARTICLE 2 - DENOMINATION »**

La dénomination est: **ROUER, BERNARD, BRETOUT.**

La société pourra utiliser la dénomination sociale abrégée, ou sigle, suivant(e) : **RBB.**

La société est inscrite au tableau de l'Ordre et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale ou le sigle des mots "Société anonyme" ou des lettres S.A. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention "société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes" et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes où la société est inscrite. »

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents et représentés.*

#### **SIXIEME RESOLUTION :**

L'assemblée générale prend acte du transfert de 750 actions détenues par la société GROUPE RBB SARL au profit de la société RBB PARTNERS SARL intervenu le 29 septembre 2008 sur agrément du Conseil d'Administration. En conséquence la rédaction des articles 6 et 7 des statuts doit être modifiée. Lesdits articles seront ainsi rédigés :

#### **« ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL**

##### **6.1. Apports en numéraire :**

Il a été apporté à la société lors de sa constitution, une somme totale de 100 000 francs.

##### **6.2. Augmentations du capital :**

Pour satisfaire aux exigences légales, le capital a été augmenté par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 20 décembre 1999 pour le fixer à la somme de 500 000 francs. Cette augmentation a eu lieu par incorporation au capital social initial de 100 000 francs de réserves à hauteur de 400 000 francs.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 26 janvier 2001, le capital social a été porté à F. 983 935,50 par incorporation de la réserve spéciale des bénéfices à capitaliser soit F. 200 000 et par prélèvement sur le report à nouveau à hauteur de F. 283 935,50, puis converti en euros, soit à 150 000 €.

##### **6.3. Cessions - apports :**

Mlle Myriam ROUER a cédé 1 (une) action à M. Philippe ROUER par acte du 30 mai 2003.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 29 décembre 2004, Cabinet Philippe ROUER a fait apport de 3245 (trois mille deux cent quarante-cinq) actions à la société GROUPE RBB SAS (anciennement dénommée Cabinet BERNARD BRE'LOUT et Associés).

M. Hervé BERNARD a cédé 5 (cinq) actions par actes datés d'avril 2007 comme suit :

- à M. Marc BAIJOT 1 (une) action
- à M. Pierre BOUILLON 1 (une) action
- à M. Thierry BRETOUT 1 (une) action
- à M. Bernard PLANQUETTE 1 (une) action
- à M. Philippe ROUER 1 (une) action

La société GROUPE RBB SAS a cédé 750 (sept-cent-cinquante) actions à la société RBB PARTNERS SARL par acte en date du 29 septembre 2008.

### **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL - LISTE DES ACTIONNAIRES - REPARTITION DES ACTIONS**

Le capital social est fixé à la somme de 150 000 €. Il est divisé en 5 000 actions de 30 € chacune, réparties entre les actionnaires de la manière suivante, à la date du 29 septembre 2008 :

Groupe RBB SAS	4 235 actions
RBB PARTNERS SARL	750 actions
Monsieur Philippe ROUER	4 actions
Monsieur Thierry BRETOUT	6 actions
Monsieur André AZOULAY	1 action
Monsieur Jean-Claude SPITZ	1 action
M. Marc BAIJOT	1 action
M. Pierre BOUILLON	1 action
M. Bernard PLANQUETTE	1 action
<b>Total du nombre des actions composant le capital social</b>	<b>5 000 actions</b>
<b>soit cinq mille actions</b>	

Les deux tiers du capital et des droits de vote doivent être détenus par des Experts-Comptables, ou par l'intermédiaire d'une autre société inscrite à l'Ordre (Ord. art. 7-1-1°). Si une autre société inscrite à l'Ordre vient à détenir des actions de la présente société, ceux-ci n'entreront en ligne de compte, dans le calcul de cette quotité des deux tiers, que dans la proportion équivalente à celle des actions que les Experts-Comptables détiennent dans le capital de la société "mère".

Les trois quarts du capital doivent être détenus par des commissaires aux comptes et les trois quarts des actionnaires doivent être des commissaires aux comptes. Lorsqu'une société de commissaires aux comptes a une participation dans le capital d'une autre société de commissaires aux comptes, les actionnaires ou associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de 25 % de l'ensemble du capital des deux sociétés (L. 225-218 du code de commerce)

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses actionnaires ainsi que toute modification apportée à cette liste (Ord. art. 7-1-6°). La liste des actionnaires sera également communiquée à la commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé. »

***Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents et représentés.***

**SEPTIEME RESOLUTION :**

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie du procès-verbal des présentes décisions à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

***Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents et représentés.***

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à vingt heures.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les actionnaires présents.

GROUPE RBB SARL

RBB PARTNERS SARL

T. BRETOUT

M. BAIJOT

P. PLANQUETTE

P. BOUILLON

# ROUER, BERNARD, BRETOUT

---

Société Anonyme  
Au capital de 150 000,- euros

Siège social  
47, rue de Chaillot  
75116 PARIS

R.C.S.  
PARIS B 414 202 341

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

## STATUTS

(Mis à jour au 30 septembre 2008)

\*\*\*\*\*

*Certif. copie*  
*MB*

## **ARTICLE 1er - FORME**

La société **ROUER, BERNARD, BRETOUT**, constituée initialement sous forme de société à responsabilité limitée, a en application des dispositions de l'article 69 de la loi du 24 Juillet 1966, adopté, à compter du 20 décembre 1999, la forme de la société anonyme, suivant décision extraordinaire de la collectivité des associés en date dudit jour.

Par décision extraordinaire des actionnaires en date du 28 août 2002, les statuts ont été entièrement refondus et mis en harmonie avec la loi 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques. Elle est désormais régie par le code de commerce et l'ordonnance du 19 septembre 1945, ainsi que par les présents statuts.

## **ARTICLE 2 - DENOMINATION**

La dénomination est: **ROUER, BERNARD, BRETOUT**.

La société pourra utiliser le dénomination sociale abrégée, ou sigle, suivant(e) : **RBB**.

La société est inscrite au tableau de l'Ordre et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "Société anonyme" ou des lettres S.A. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention "société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes" et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes où la société est inscrite.

## **ARTICLE 3 - OBJET**

La société a pour objet, dans tous les pays, l'exercice des missions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, septième alinéa de l'ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité. (Ord. Art. 7 - II, 2ème alinéa).

## **ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé au 47, Rue de Chaillot 75116 PARIS

Il pourra être transféré dans le même département, par simple décision du conseil d'administration et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des actionnaires.

#### **ARTICLE 5 - DUREE**

La durée de la société est fixée à 99 (quatre-vingt-dix-neuf années) à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

#### **ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL**

##### **6.1. Apports en numéraire :**

Il a été apporté à la société lors de sa constitution, une somme totale de 100 000 francs.

##### **6.2. Augmentations du capital :**

Pour satisfaire aux exigences légales, le capital a été augmenté par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 20 décembre 1999 pour le fixer à la somme de 500 000 francs. Cette augmentation a eu lieu par incorporation au capital social initial de 100 000 francs de réserves à hauteur de 400 000 francs.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 26 janvier 2001, le capital social a été porté à F. 983 935,50 par incorporation de la réserve spéciale des bénéfices à capitaliser soit F. 200 000 et par prélèvement sur le report à nouveau à hauteur de F. 283 935,50, puis converti en euros, soit à 150 000 €.

##### **6.3. Cessions - apports :**

Mlle Myriam ROUER a cédé 1 (une) action à M. Philippe ROUER par acte du 30 mai 2003.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 29 décembre 2004, Cabinet Philippe ROUER a fait apport de 3245 (trois mille deux cent quarante-cinq) actions à la société GROUPE RBB SAS (anciennement dénommée Cabinet BERNARD BRETOUÏ et Associés).

M. Hervé BERNARD a cédé 5 (cinq) actions par actes datés d'avril 2007 comme suit :

- à M. Marc BAIJOT	1 (une) action
- à M. Pierre BOUILLON	1 (une) action
- à M. Thierry BRETOUÏ	1 (une) action
- à M. Bernard PLANQUETTE	1 (une) action
- à M. Philippe ROUER	1 (une) action

La société GROUPE RBB SAS a cédé 750 (sept-cent-cinquante) actions à la société RBB PARTNERS SARL par acte en date du 29 septembre 2008.

#### **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL - LISTE DES ACTIONNAIRES - REPARTITION DES ACTIONS**

Le capital social est fixé à la somme de 150 000 €. Il est divisé en 5 000 actions de 30 € chacune, réparties entre les actionnaires de la manière suivante, à la date du 29 septembre 2008 :

Groupe RBB SAS	4 235 actions
RBB PARTNERS SARL	750 actions
Monsieur Philippe ROUER	4 actions
Monsieur Thierry BRETOUT	6 actions
Monsieur André AZOULAY	1 action
Monsieur Jean-Claude SPITZ	1 action
M. Marc BAIJOT	1 action
M. Pierre BOUILLON	1 action
M. Bernard PLANQUETTE	1 action

**Total du nombre des actions composant le capital social**      **5 000 actions**  
**soit cinq mille actions**

Les deux tiers du capital et des droits de vote doivent être détenus par des Experts-Comptables, ou par l'intermédiaire d'une autre société inscrite à l'Ordre (Ord. art. 7-1-1°). Si une autre société inscrite à l'Ordre vient à détenir des actions de la présente société, ceux-ci n'entreront en ligne de compte, dans le calcul de cette quotité des deux tiers, que dans la proportion équivalente à celle des actions que les Experts-Comptables détiennent dans le capital de la société "mère".

Les trois quarts du capital doivent être détenus par des commissaires aux comptes et les trois quarts des actionnaires doivent être des commissaires aux comptes. Lorsqu'une société de commissaires aux comptes a une participation dans le capital d'une autre société de commissaires aux comptes, les actionnaires ou associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de 25 % de l'ensemble du capital des deux sociétés (L. 225-218 du code de commerce)

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses actionnaires ainsi que toute modification apportée à cette liste (Ord. art. 7-1-6°). La liste des actionnaires sera également communiquée à la commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

#### **ARTICLE 8 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL**

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités des actions que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

#### **ARTICLE 9 - TRANSMISSION DES ACTIONS**

Les actions sont nominatives.

L'admission de tout nouvel actionnaire est subordonnée à l'agrément du conseil d'administration (Ord. art. 7-1-4°).

#### **ARTICLE 10 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ACTIONNAIRE**

Le professionnel actionnaire qui cesse d'être inscrit au tableau ou sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des experts comptables au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses actions. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

#### **ARTICLE 11 - INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES ACTIONS**

Chaque action est indivisible à l'égard de la société.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

#### **ARTICLE 12 - RESPONSABILITE DES ACTIONNAIRES**

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les actionnaires ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels actionnaires assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

### **ARTICLE 13 - CONSEIL D'ADMINISTRATION**

La société est administrée par un conseil d'administration composé de 3 membres au moins et de 12 au plus.

La moitié, au moins, des administrateurs sont des actionnaires experts comptables. Les trois quarts au moins des administrateurs sont des actionnaires commissaires aux comptes.

La durée des fonctions des administrateurs est de 6 années.

Tout administrateur sortant est rééligible.

Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire annuelle

Chaque administrateur doit, pendant toute la durée de ses fonctions, être propriétaire de 1 action au moins.

Les administrateurs personnes physiques ne peuvent appartenir simultanément à plus de cinq conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf exception prévue par la loi.

### **ARTICLE 14 - DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son Président.

Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des membres du conseil d'administration peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé. Le directeur général peut également demander au Président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. Le président est lié par les demandes qui lui sont ainsi adressées.

La réunion a lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué sur la convocation.

La convocation est faite par tous moyens en principe au moins trois jours à l'avance ; Elle indique avec précision les questions qui seront évoquées. Elle peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. La voix du Président de séance est prépondérante.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

#### **ARTICLE 15 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

#### **ARTICLE 16 - PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le conseil d'administration élit parmi ses membres, un Président, personne physique qui doit être inscrit à l'Ordre des Experts Comptables et Commissaires aux Comptes.

Le Président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible.

Le conseil d'administration peut le révoquer à tout moment.

Le Président du Conseil d'Administration représente le conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure d'accomplir leur mission.

Le Président du Conseil d'Administration reçoit communication par l'intéressé des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Le Président communique la liste et l'objet desdites conventions aux membres du conseil et aux Commissaires aux Comptes.

#### **ARTICLE 17 - DIRECTION GENERALE**

1. La direction générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, par une personne physique inscrite à l'ordre des experts-comptables et sur la liste

des Commissaire aux Comptes, nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général.

Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques parmi les actionnaires experts-comptables et commissaires aux comptes, chargés d'assister le directeur général, avec le titre de directeur général délégué. Le nombre de directeurs généraux délégués ne peut excéder cinq.

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration. Il en est de même, sur proposition du directeur général, des directeurs généraux délégués. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts, sauf lorsque le directeur général assume les fonctions de président du conseil d'administration.

Lorsque le directeur général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau directeur général.

Le conseil d'administration détermine la rémunération du directeur général et des directeurs généraux délégués.

2. Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. La société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du directeur général sont inopposables aux tiers.

3 En accord avec le directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués.

Les directeurs généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le directeur général.

## **ARTICLE 18 - CONVENTIONS REGLEMENTEES**

1. Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la société et son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être soumise à autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressée.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la société et une entreprise, si le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

L'intéressé est tenu d'informer le conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le Président du Conseil d'Administration donne avis aux Commissaires aux Comptes de toutes les conventions autorisées et soumet celles-ci à l'approbation de l'assemblée générale.

2. A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique au directeur général, aux directeurs généraux délégués, et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus, ainsi qu'à toute personne interposée.

3. Les dispositions du 1 ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions sont communiquées par l'intéressé au président du conseil d'administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le président aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes.

## **ARTICLE 19 - ASSEMBLEES GENERALES**

1 Les assemblées d'actionnaires sont convoquées dans les conditions fixées par la loi et les règlements.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du même département.

2 Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, ou de prendre part aux votes par correspondance, dès lors que ses titres sont libérées des versements exigibles et sur justification d'une inscription de ses actions sur un compte tenu par la société cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint, sous réserve des dispositions de l'article 7-1-1° de l'ordonnance du 19 septembre 1945.

Tout actionnaire pourra également, si le conseil le décide au moment de la convocation de l'assemblée, participer et voter aux assemblées par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication permettant leur identification, dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

Même privé du droit de vote, le nu-proprétaire d'actions a toujours le droit de participer aux assemblées générales.

**3** Lors de chaque assemblée, il est tenu une feuille de présence, et il est établi un procès-verbal de la réunion.

Le bureau comprend un président et deux scrutateurs . Il désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un administrateur désigné par le conseil.

**4** Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent.

**5** La compétence des assemblées ordinaires, extraordinaires ou spéciales est celle prévue par la loi.

**6** L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions ayant droit de vote ; sur seconde convocation, aucun quorum n'est requis.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation le tiers et, sur deuxième convocation le quart, des actions ayant droit de vote.

Les assemblées spéciales ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant droit de vote.

**7** L'assemblée générale ordinaire statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

L'assemblée générale extraordinaire et l'assemblée spéciale statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

## **ARTICLE 20 - EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le *premier avril* et se termine le *31 mars* de l'année suivante.

#### **ARTICLE 21 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES**

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de l'assemblée générale qui, sur la proposition du conseil d'administration, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

#### **ARTICLE 22 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le contrôle est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont désignés en même temps que le ou les titulaires et pour la même durée.

#### **ARTICLE 23 - LIQUIDATION**

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions du Livre II du Code de commerce et aux décrets pris pour son application. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

## **ARTICLE 24 - CONTESTATIONS**

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, celle-ci s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables ou du Président de la Commission Régionale des Commissaires aux Comptes selon l'objet du litige.

En cas de contestation soit entre les actionnaires, les mandataires sociaux, les liquidateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage, selon leur choix, soit du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables, soit du Président de la Commission Régionale des Commissaires aux Comptes.

- **FIN DU TEXTE DES STATUTS** -

**Statuts mis à jour au 30 septembre 2008**

## **SOMMAIRE**

<b><u>LIBELLE</u></b>	<b><u>ARTICLES</u></b>
FORME .....	1
DENOMINATION .....	2
OBJET .....	3
SIEGE SOCIAL .....	4
DUREE .....	5
APPORTS - FORMATION DU CAPITAL.....	6
CAPITAL SOCIAL LISTE DES ACTIONNAIRES - REPARTITION DES ACTIONS .....	7
AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL .....	8
TRANSMISSION DES ACTIONS.....	9
EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ACTIONNAIRE	10
INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES ACTIONS.....	11
RESPONSABILITE DES ACTIONNAIRES.....	12
CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	13
DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	14
POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	15
PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	16
DIRECTION GENERALE .....	17
CONVENTIONS REGLEMENTEES .....	18
ASSEMBLEES GENERALES .....	19
EXERCICE SOCIAL .....	20

AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTTION DES BENEFICES .....	21
COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	22
LIQUIDATION .....	23
CONTESTATIONS .....	24